

**DOSSIER DE PRESSE  
CONFÉRENCE DE PRESSE  
REPORTERS SANS FRONTIÈRES**

**CUBA  
LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN DANGER**





**CONFÉRENCE DE PRESSE**

**CUBA : LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN DANGER**

**COMBIEN FAUDRA-T-IL D'AUTRES MORTS EN PRISON ?**

**INTERVENANTS**

**ZOÉ VALDÉS, ÉCRIVAINNE**

**ALEJANDRO GONZÁLEZ RAGA, JOURNALISTE CUBAIN EN EXIL, EMPRISONNÉ DE 2003 À 2008**  
**JACOBO MACHOVER, ÉCRIVAIN, JOURNALISTE ET MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON**  
**JEAN-FRANÇOIS JULLIARD, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, REPORTERS SANS FRONTIÈRES**

**MERCREDI 7 AVRIL 2010**

**15H00**

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES**

**47 RUE VIVIENNE**

**2E ÉTAGE**

**75002 PARIS**

**VEUILLEZ CONFIRMER VOTRE PRÉSENCE À [PRESSE2@RSF.ORG](mailto:PRESSE2@RSF.ORG)**

**CONTACT PRESSE**

**ALEXANDRE JALBERT - CLAUDIA DE BARROS - 01 44 83 84 82 - [PRESSE2@RSF.ORG](mailto:PRESSE2@RSF.ORG)**

## **CUBA**

### **Cuba : combien faudra-t-il d'autres morts en prison ?**

Deux ans après l'accession officielle de Raúl Castro à la tête de l'État cubain, la répression s'accroît sur les journalistes et dissidents, qu'ils soient en prison ou en liberté forcément surveillée. Les quelques timides signes d'ouverture manifestés par le régime de "transition" à partir de 2006 se sont arrêtés au seuil des droits de l'homme. Choquant l'opinion internationale, la mort en détention du dissident Orlando Zapata Tamayo après quatre-vingts jours de grève de la faim, le 23 février 2010, soulève désormais cette grave question : faut-il sacrifier sa vie pour être entendu d'un gouvernement dans le déni ? D'autres journalistes et dissidents vont-ils mourir ?

Suivant l'exemple d'Orlando Zapata Tamayo, le journaliste Guillermo Fariñas Hernández ne s'alimente plus depuis plus de trente jours. Refusant l'asile humanitaire en Espagne, il se dit prêt à "aller jusqu'au bout" si 26 prisonniers de conscience malades ne sont pas rapidement libérés. Nous l'avons appelé à cesser cette démarche. Or, d'autres dissidents lui emboîtent le pas ou s'apprêtent à le faire. Collaborateur des médias indépendants, le docteur Darsi Ferrer observe lui aussi une grève de la faim depuis le début du mois de mars, la deuxième depuis son incarcération sans jugement en juillet 2009.

Avec Darsi Ferrer, ils sont 24 journalistes détenus à Cuba, classée juste après la Chine et l'Iran au rang des premières prisons du monde pour la profession. Parmi eux figure le correspondant de Reporters sans frontières, Ricardo González Alfonso. Emprisonné depuis le "Printemps noir" de mars 2003, il a "fêté" son sixième anniversaire derrière les barreaux le 18 février 2010. Hospitalisé à plusieurs reprises au cours de sa peine, il ne bénéficie plus de soins appropriés depuis son renvoi en cellule. L'état de santé des 19 autres journalistes victimes du "Printemps noir" et toujours détenus est alarmant. Julio César Gálvez Rodríguez, Pedro Argüelles Morán, Normando Hernández González, Miguel Galván Gutiérrez ou Fabio Prieto Llorente représentent les cas les plus graves. Le 17 mars 2010, veille des sept ans du "Printemps noir", les autorités ont durement réprimé une manifestation du collectif des Dames en blanc, qui regroupe les mères, sœurs et épouses de prisonniers politiques.

Qu'est-il permis d'espérer pour ces hommes dont le seul crime est de penser autrement que le pouvoir et d'avoir produit de l'information en dehors de son contrôle ? Si la mort d'Orlando Zapata Tamayo oblige un régime finissant à se braquer, ce qui restait du symbole cubain est peut-être tombé ce jour-là, y compris en Amérique latine.

Tout en désapprouvant le geste désespéré de certains dissidents comme Guillermo Fariñas, Reporters sans frontières souhaite mobiliser la presse française, et au-delà, sur la situation et le devenir d'un pays où il n'est toujours pas permis de prendre la parole, de circuler et d'informer librement. Cibles de la propagande haineuse du régime et de ses soutiens, les journalistes dissidents continuent de témoigner de l'envers du décor d'un paradis touristique. Ils tentent, à leur manière, de suivre la devise de Ricardo González Alfonso : "J'ai été emprisonné avec mon optimisme."

A l'occasion de la conférence de presse, Reporters sans frontières présentera un témoignage sonore de Guillermo Fariñas Hernández.

## BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS

### ALEJANDRO GONZÁLEZ RAGA

Journaliste indépendant, Alejandro González Raga, 50 ans, a fait partie des 27 journalistes arrêtés lors de la vague répressive dite du “Printemps noir”, du 18 au 24 mars 2003. Incarcéré dès le premier jour, il est condamné en avril à quatorze ans de prison pour “atteinte à l’indépendance, à l’intégrité territoriale et à l’économie de Cuba”. D’abord détenu à Ciego de Ávila, il est ensuite transféré pour deux ans au pénitencier Kilo 8 de Camagüey, la ville du centre du pays dont il est originaire. Le 15 février 2008, neuf jours avant l’accession officielle de Raúl Castro à la tête de l’État, Alejandro González Raga est sorti de prison avec trois autres dissidents du “Printemps noir”, grâce à la médiation du gouvernement espagnol. Il vit depuis lors à Madrid. Sur son passeport figure la mention “sortie définitive” qui lui interdit de retourner à Cuba.

### ZOÉ VALDÉS

Née à La Havane en 1959, Zoé Valdés est romancière, poète et scénariste. Consultante de la mission cubaine de l’Unesco entre 1983 et 1988 - “une mesure d’éloignement dans la surveillance”, dit-elle -, elle doit s’exiler en 1995 après la publication de son roman, “La nada cotidiana” (“Le néant quotidien”). Elle réside actuellement à Paris.

### JACOBO MACHOVER

Né en 1954 à La Havane, Jacobo Machover est arrivé en France à l’âge de neuf ans. Ecrivain et universitaire, spécialiste de son pays d’origine, il a notamment publié “Cuba, totalitarisme tropical” (10/18, 2006), “La dinastía Castro” (Altera, 2007) et “Cuba, mémoire d’un naufrage” (Buchet-Chastel, 2009).

## BIOGRAPHIES DES JOURNALISTES

### RICARDO GONZÁLEZ ALFONSO

Ricardo González Alfonso, né le 18 février 1950, est un pionnier du journalisme cubain indépendant apparu au cours de la période spéciale des années 90. Ancien journaliste de la télévision officielle, il rejoint en 1995 l'agence indépendante *Cuba Press*. Correspondant de Reporters sans frontières à partir de 1998, il fonde en mai 2001 la société Manuel Márquez Sterling avec son ami Raúl Rivero pour former les journalistes indépendants, souvent autodidactes.

En décembre 2002, il se lance avec ses collègues dans la publication du bimensuel *De Cuba*, tiré pour sa première édition à 200 exemplaires. La revue aborde des sujets ignorés par la presse officielle, tels que le racisme à Cuba ou le projet Varela, une campagne ayant recueilli plus de 11 000 signatures sur l'île pour réclamer des changements démocratiques par la voie constitutionnelle.

Pour avoir osé concurrencer le monopole de l'État sur l'information, Ricardo González Alfonso est arrêté, le 18 mars 2003, avec 26 autres journalistes dissidents, lors de la vague répressive dite du "Printemps noir". Accusé d'être "à la solde des Etats-Unis" et d'avoir "attenté à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de Cuba", il est condamné à vingt ans de prison. Incarcéré depuis la fin de l'année 2004 à la prison du Combinado del Este à La Havane, il a subi quatre interventions chirurgicales en 2006 et 2007. Après un long séjour à l'hôpital carcéral, il a été reconduit en cellule le 27 janvier 2008. Malgré un état de santé toujours fragile, il ne reçoit plus les soins adaptés.

Ricardo González Alfonso a reçu en décembre 2008 le Prix Reporters sans frontières dans la catégorie "journaliste".

## GUILLERMO FARIÑAS HERNÁNDEZ

Né en 1962 dans la province de Santa Clara, à l'est de la capitale, Guillermo "El Coco" Fariñas Hernández a d'abord servi dans l'armée. Il entre en dissidence en 1989 après le procès inique et l'exécution du général Arnaldo Ochoa sur ordre de Raúl Castro. Passé au journalisme indépendant, il fonde juste après le "Printemps noir" de 2003 la petite agence indépendante *Cubanacán Press*. La structure, installée dans sa maison familiale de Villa Clara, regroupe un temps jusqu'à 17 journalistes. Guillermo Fariñas soutient également la création d'autres petites agences confiées à une nouvelle génération de journalistes et de blogueurs, dont Yoani Sánchez est aujourd'hui la représentante la plus connue.

Connu pour son tempérament jusqu'au-boutiste, Guillermo Fariñas entame en février 2006 une grève de la faim en exigeant que tous les Cubains disposent d'un accès libre à Internet. Hospitalisé de force, il subit les campagnes de harcèlement des partisans du régime et de la Sécurité de l'État. Quatre ans plus tard, le 26 février 2010, trois jours après la mort du dissident Orlando Zapata Tamayo, Guillermo Fariñas a décidé une nouvelle fois de ne plus s'alimenter. Il réclame la libération de 26 prisonniers gravement malades.

Guillermo Fariñas Hernández est lauréat pour l'année 2006 du Prix Cyberliberté de Reporters sans frontières.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Mercredi 17 mars 2010

CUBA

**“IL N’Y A PLUS DE TABOU QUAND SÉVIT LA RÉPRESSION” : REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES EN APPELLE AU PRÉSIDENT BRÉSILIEU LULA**

Monsieur Luiz Inácio Lula da Silva  
Président de la République fédérative du Brésil  
Palais du Planalto, Brasília, D.F

Monsieur le Président,

Le décès tragique d’Orlando Zapata Tamayo, le 23 février dernier, a suscité des appels en votre direction de la part des dissidents cubains. Vous étiez vous-même à La Havane lorsque cet opposant détenu a succombé, après plus de 80 jours de grève de la faim. Certains vous ont reproché d’avoir trop tardivement exprimé des “regrets” face à ce drame. Votre réaction a néanmoins nourri l’espoir de vous voir tenir un rôle médiateur auprès des autorités cubaines sur la question des prisonniers de conscience, comme l’atteste le courrier d’un nouveau “Comité Orlando Zapata”, reçu le 9 mars à l’ambassade du Brésil à La Havane.

Organisation internationale de défense de la liberté de la presse, Reporters sans frontières soutient cette démarche et vous encourage à y donner suite, malgré vos réticences. Le Brésil et la communauté des pays d’Amérique latine sont les seuls à pouvoir infléchir la position du régime cubain en matière de droits de l’homme et de liberté d’informer. La mort d’Orlando Zapata Tamayo vous a personnellement touché, en tant qu’ancien opposant politique victime de la dictature dans son propre pays. Vous avez en même temps voulu respecter un principe maître de la diplomatie brésilienne, qui exclut toute ingérence directe dans les affaires d’un pays tiers. Mais en quoi le rappel de principes universels fondamentaux - le droit de s’exprimer librement, le droit de circuler librement, et le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions ou ses écrits -, relèverait-il d’une ingérence ciblée et discriminatoire ? En dialogue avec L’Espagne, qui préside actuellement l’Union européenne, les autorités cubaines ont pourtant souscrit à ces principes en signant, en février 2008, deux Pactes des Nations unies relatifs aux droits civils et politiques. Elles refusent aujourd’hui de les ratifier. Pourquoi ?

Vous avez condamné comme nous, avec raison, les violations gravissimes des droits de l’homme commises depuis le coup d’État au Honduras en juin 2009. Le Brésil a même accueilli au sein de son ambassade un président démocratiquement élu et renversé par la force. Les putschistes honduriens vous ont accusé d’ingérence quand vous vous êtes dressé contre l’injustice. Doit-il en être autrement pour Cuba où 200 personnes sont privées de liberté au seul motif de penser différemment de leurs dirigeants ?

---

Reporters sans frontières

47 Rue Vivienne, 75002 Paris France

Tél : ++ 33 1 44 83 84 82

Courriel : [presse2@rsf.org](mailto:presse2@rsf.org) Web : <http://www.rsf.org>

Parmi eux, ils sont 25, journalistes, blogueurs et intellectuels - dont notre propre correspondant, **Ricardo González Alfonso**, condamné à vingt ans de prison lors du "Printemps noir" de mars 2003 - à endurer de lourdes condamnations pénales pour avoir seulement voulu informer en dehors du contrôle de l'État. Comment votre gouvernement, œuvrant pour la liberté d'expression et l'accès à l'information de ses citoyens, pourrait-il rester sourd à cet appel ?

Cuba a longtemps représenté un symbole en Amérique latine, nous le savons. La révolution de 1959 a renversé une dictature. Le pays souffre depuis un demi-siècle d'un embargo absurde, injuste pour la population cubaine mais utile au régime. Récemment en mission en Haïti, qui doit beaucoup à la présence brésilienne, nous avons pu constater la réelle efficacité des brigades médicales cubaines - une fierté nationale -, portant secours aux populations victimes du séisme. Malgré tout, ces réalités-là ne dédouanent en rien les autorités de La Havane du sort qu'elles infligent à leurs opposants. Elle n'excusent pas davantage les brutalités et les humiliations commises contre des journalistes, des militants, des syndicalistes et leurs familles. Elle ne justifient en aucun cas l'impossibilité pour les Cubains d'accéder librement à Internet ou de voyager sans autorisation. Souligner cette autre réalité cubaine, c'est, hélas, s'exposer à la propagande haineuse de ceux qui, croyant protéger l'honneur d'un pays, défendent les méthodes d'un régime à court d'arguments.

L'avenir de Cuba et de ses institutions regarde les Cubains. Les violations des droits de l'homme à Cuba regardent la communauté internationale et la conscience universelle, comme dans n'importe quel autre pays où ces droits sont bafoués. Pour être respecté, le régime cubain doit être respectable. C'est le sens de la résolution votée à la quasi-unanimité par le Parlement européen, le 11 mars dernier, toutes sensibilités politiques confondues.

Il y a urgence. En mémoire d'Orlando Zapata Tamayo, au nom de la libération des prisonniers de conscience, le journaliste **Guillermo Fariñas Hernández** a entamé une grève de la faim. Nous l'invitons à la cesser, mais il se dit prêt à mourir. D'autres dissidents feront de même en l'absence du moindre effort des autorités cubaines, et si persiste le silence des pays frères d'Amérique latine. Comment le régime cubain répond-il à la détresse de ces personnes ? En s'acharnant à salir leur réputation. Aujourd'hui engagé sur la voie de l'unité et de l'intégration régionale, ce continent a autrefois souffert de la dictature et de la répression. Les démocraties latino-américaines ne peuvent plus regarder cette situation perdurer à Cuba sans réagir. En ce triste septième anniversaire du "Printemps noir", il n'y a plus de symbole cubain. Il n'y a plus de tabou cubain.

En vous remerciant de la réponse que vous réserverez à cette lettre, et que je m'engage à publier avec votre accord, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Jean-François Julliard  
Secrétaire général de Reporters sans frontières

47 rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 68 – Fax : 33 1 45 23 11 51  
[ameriques@rsf.org](mailto:ameriques@rsf.org) - Plus d'informations ➔ [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

CONTACTS

**REPORTERS  
SANS FRONTIERES**  
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

JEAN-FRANÇOIS JULLIARD  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
01 44 83 84 55 – [JULLIARD@RSF.ORG](mailto:JULLIARD@RSF.ORG)

BENOÎT HERVIEU  
BUREAU AMÉRIQUES  
01 44 83 84 68 – [AMERIQUES@RSF.ORG](mailto:AMERIQUES@RSF.ORG)

ALEXANDRE JALBERT - CLAUDIA DE BARROS  
RELATIONS PRESSE  
01 44 83 84 82 – [PRESSE2@RSF.ORG](mailto:PRESSE2@RSF.ORG)